

PRÉFET DE LA HAUTE SAVOIE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Rhône-Alpes

Unité territoriale des deux Savoie

Annecy, le 29 décembre 2014

Affaire suivie par : Bernard CLARY  
Cellule territoriale G3  
Tél. : 04 50 08 09 14  
Télécopie : 04 50 08 09 20  
Courriel : [bernard.clary@developpement-durable.gouv.fr](mailto:bernard.clary@developpement-durable.gouv.fr)  
UT7374-G3-14- 829 -BC

**Rapport de l'inspecteur de l'environnement**

**Objet :** société Baikowski à Poisy

**N° GIDIC:** 61.4660

**1. Introduction:**

La société Baikowski exploite depuis 1954 à Poisy une usine spécialisée dans la fabrication d'alumine de haute pureté utilisée principalement dans l'éclairage et le polissage de haute précision. Le procédé consiste tout d'abord à élaborer de l'alun d'ammonium à partir de sulfate d'alumine et de sulfate d'ammonium. L'alun est ensuite calciné dans des fours pour obtenir l'alumine sous forme de poudre. Une partie subit un traitement thermique pour modifier sa structure cristalline et obtenir l'alumine dite « alpha ».

Cet établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 16 août 2007.

Depuis la parution de cet acte administratif, un certain nombre de modifications des installations et d'évolutions réglementaires sont intervenues; par ailleurs, des erreurs dans la rédaction de l'arrêté préfectoral ont été mises en évidence à l'occasion du suivi de l'établissement. Enfin l'exploitant a souhaité une modification de certaines prescriptions. Dans un courrier daté du 12 novembre 2014, la société Baikowski a détaillé les mises à jour qu'elle estime nécessaires pour son arrêté préfectoral.

Cette ré-actualisation est proposée sous la forme d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, selon les dispositions de l'article R 512.31 du code de l'environnement. Nous proposons d'abroger les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 août 2007, et de réglementer le fonctionnement de l'établissement par un nouvel arrêté préfectoral unique. Nous allons revenir dans le détail sur chacun des points évoqués.

**2. Détail des modifications à apporter:**

**2.1 Sources radioactives**

Deux sources scellées utilisant du césium 137, et d'une activité totale de 18,5 GBq, étaient utilisées à des fins de mesure de densité de solutions de bisulfite de sodium. Ces sources apparaissaient dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2007, sous la rubrique 1715.2°.

Par courrier du 3 mars 2011 adressé à la DREAL, Baikowski a déclaré la suppression de ces deux sources en janvier 2010. Par courrier du 15 février 2011, l'IRSN a confirmé que Baikowski avait fait reprendre ces sources et que l'institut avait reçu les attestations qui en témoignent, et fermait le dossier.

Par conséquent, il convient de ne plus faire référence à la rubrique 1715 dans l'arrêté préfectoral réglementant les activités de Baikowski.

## 2.2 Utilisation de l'hydrate d'hydrazine

Le site était autorisé à stocker 460 kg d'hydrate d'hydrazine à 35 %, contenant 22 % d'hydrazine. Ce stockage relevait du régime de l'autorisation sous la rubrique 1150.1.b de la nomenclature des installations classées. Cette substance était utilisée comme inhibiteur de corrosion dans l'eau des chaudières.

Par courrier du 3 mars 2011 adressé à la DREAL, Baikowski a déclaré la suppression de ce stockage en janvier 2009.

Par conséquent, il convient de ne plus faire référence à la rubrique 1150.1.b dans l'arrêté préfectoral réglementant les activités de Baikowski.

## 2.3 Installations de réfrigération

Dans le cadre de son arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2007, Baikowski était autorisé à exploiter des installations de compression d'air et de réfrigération, pour une puissance totale installée de 1 823 kW (rubrique 2920.2.a de la nomenclature). Le décret du 31 décembre 2010 a exclu de la rubrique 2920 de la nomenclature les installations de compression, et les installations de Baikowski n'étaient pas concernées par les seuils de l'époque de la rubrique 1185 (équipements de réfrigération employant des substances qui appauvrissent l'ozone). Depuis, le décret du 26 novembre 2012 a modifié la rubrique 1185, et soumet à déclaration ce type d'installations, dès lors qu'elles contiennent plus de 2 kg de fluide, et que le cumul de ces quantités dépasse 300 kg (rubrique 1185.2.a).

Par courrier en date du 25 mars 2013, la société Baikowski a communiqué le détail des appareils concernés: 21 équipements contenant de 2,5 à 77 kg de fluide frigorigène, pour un total de 436 kg de fluide.

Ce type d'installation reste par ailleurs soumis aux dispositions des articles R.543-75 à R.543-116 du code de l'environnement et des textes pris en application.

## 2.4 Remplacement de fours et chaudières

Par courrier du 3 mars 2011 adressé à la DREAL, Baikowski a déclaré le démantèlement de 2 fours de production d'alumine gamma, de 1 300 kW chacun, en décembre 2010.

Dans son courrier du 12 novembre 2014, Baikowski a fait le point sur les installations de combustion présentes sur le site :

	Année mise service	Année arrêt	Puissance kW PCI
Four alpha G18	1998		3 300
Four alpha G19	2001		2 160
Four alpha G27	2007		2 160
Four gamma G23	1998		5 820
Four gamma G26	2006		1 890
Four gamma G24	2007		10 340
Four gamma G28	2012		5 780
Four gamma G14	Avant 2007	2011	1 800
Four gamma G15	Avant 2007	2011	1 800
Four gamma G16	Avant 2007	2011	1 800
Four divers G2	Avant 2007		220
Four divers G22	Avant 2007		1 280
Four divers G25	2006		600

Chaudière 1	Avant 2007		1 750
Chaudière 2	Avant 2007		1 750
Chaudière 3	2007		900
Chaudière 4	2012		1 250
Brûleur sécheur alun ligne C	2012		232
Brûleur oxydateur thermique	2012		1 000
TOTAL en service			40 432

L'arrêté préfectoral du 16 août 2007 autorise une puissance totale thermique des installations de combustion de l'usine de 29,01 MW.

Le récapitulatif établi par Baikowski fait apparaître :

- des erreurs dans l'estimation des puissances des installations anciennes décrites dans le dossier de demande d'autorisation de 2007
- des installations mises en place en 2012 sans en avoir informé l'inspection des installations classées.

La différence de puissance installée avec l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2007 ( $40,43 - 29,01 = 11,422$  MW), est inférieure au seuil d'autorisation de 20 MW de la rubrique 2910A. Cette rectification concerne uniquement la puissance installée, notamment au niveau des fours qui sont constitués d'un grand nombre de brûleurs qui ne fonctionnent que très rarement en même temps. La puissance utilisée a dans les faits peu évolué ces dernières années. Du reste, la puissance souscrite par Baikowski auprès de son fournisseur de gaz n'a pas changé. Dans ces conditions, nous proposons de mettre à jour les puissances des installations de combustion dans la nouvelle version de l'arrêté préfectoral.

Par ailleurs, l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2007, qui fixe les valeurs limites à respecter par les rejets atmosphériques de l'établissement, demande de ramener ces valeurs à une teneur en oxygène de 3 %, pour les fours et les chaudières. Cette teneur de référence est pleinement justifiée pour les chaudières, elle figure dans les arrêtés ministériels réglementant ce type d'installations. En revanche, elle n'est pas pertinente pour les rejets des fours, car ceux-ci ne se limitent pas à l'air strictement nécessaire à la combustion. Les teneurs constatées sont de l'ordre de 20 %. Nous proposons donc de corriger cette erreur, et de ne plus fixer de teneur de référence pour les fours.

## 2.5 Assujettissement à la directive « IED »

La directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), dite directive IED, encadre le fonctionnement d'un certain nombre d'installations industrielles, listées dans l'annexe de cette directive. Cette directive prend le relais de la directive IPPC. Dans le cadre de la transcription en droit français de la directive IPPC, l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 citait les activités de la nomenclature des installations classées qui nécessitaient la réalisation d'un bilan décennal ; il n'y avait pas de correspondance totale entre la nomenclature des installations classées et l'annexe de la directive IPPC, si bien que certains établissements pouvaient relever de la directive IPPC sans être soumis à bilan décennal, ce qui était le cas de Baikowski. Cette situation a été corrigée avec la directive IED, puisque le ministère de l'environnement a créé les rubriques « 3000 » de la nomenclature des installations classées, calquées sur l'annexe de la directive IED. Les activités de Baikowski relèvent des rubriques suivantes :

- 3420.d) : Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques : sels.
- 3420.e) : Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques : non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques.

Baikowski bénéficie donc de l'antériorité pour ces activités, créées par décret du 2 mai 2013. Il a adressé un courrier en ce sens à la DREAL le 29 octobre 2013. Il convient donc de reprendre ces rubriques dans l'arrêté préfectoral réglementant l'établissement.

## 2.6 Révision des valeurs limites d'émission pour les rejets atmosphériques des chaudières

L'usine utilise 4 chaudières :

- une chaudière basse pression de 1250 kW, installée en 2012, et une chaudière de 900 kW, installée en 2007 et utilisée en secours, toutes deux utilisées pour les besoins de la station de traitement des effluents liquides
- une chaudière produisant de la vapeur, d'une puissance de 1 750 kW
- une chaudière produisant de l'eau chaude, d'une puissance de 1 750 kW.

L'arrêté préfectoral du 16 août 2007 a fixé des valeurs limites d'émission pour les rejets atmosphériques de ces chaudières.

L'activité de combustion sur le site relève du régime de l'autorisation préfectorale, la puissance totale étant supérieure à 20 MW (40,43 MW). En ce qui concerne les prescriptions à respecter, l'arrêté ministériel du 26 août 2013 n'est pas applicable à ces chaudières, car il concerne les « installations de combustion » de plus de 20 MW, la définition de l'installation de combustion étant donnée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel : « On considère comme une installation de combustion unique tout groupe d'appareils de combustion exploités par un même opérateur et situés sur un même site (enceinte de l'établissement) sauf à ce que l'exploitant démontre que les appareils ne pourraient pas être techniquement et économiquement raccordés à une cheminée commune ». Les chaudières concernées sont des installations isolées sur le site. Les chaudières ne sont, pour la même raison, pas non plus assujetties au respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux installations de puissance comprise entre 2 et 20 MW.

Par contre, elles restent soumises à l'ensemble des dispositions des articles R.224-20 à R.224-41-3 du code de l'environnement. Nous proposons de rappeler cette obligation dans l'arrêté préfectoral, tout en résumant les principales dispositions applicables.

## 2.7 Situation en regard du dispositif de gestion des épisodes de pollution

L'arrêté inter-préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2014 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant pour les départements de la région Rhône-Alpes, impose, pour les plus gros émetteurs de polluants, la mise en œuvre de mesures de réduction de ces émissions. Les seuils de rejets définissant les plus gros émetteurs sont les suivants : SO<sub>2</sub> : plus de 100 t/an ; NO<sub>x</sub> et COV : plus de 50 t/an ; poussières : plus de 5 t/an.

Jusqu'en 2011, les rejets en SO<sub>2</sub> de Baikowski dépassaient le seuil de 100 t/an. Depuis, le fonctionnement de l'installation de traitement des rejets des fours de calcination d'alun a été optimisé, et ces rejets sont descendus à des valeurs de l'ordre de 50 à 70 t/an. Baikowski n'est donc plus concerné par ces mesures. On rappellera par ailleurs que les épisodes de pollution par le SO<sub>2</sub> n'apparaissent plus dans la région depuis plusieurs années. De ce fait, il n'est pas proposé de mesures particulières dans l'arrêté préfectoral de la société Baikowski.

## 2.8 Réexamen des prescriptions en matière de dispositions constructives

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2007 prescrit un certain nombre d'obligations en matière de dispositions constructives des bâtiments et de protection contre l'incendie :

- article 7.2 : « La séparation entre le bâtiment B5-B6 et le bâtiment B9 et la séparation entre le bâtiment B28 et le bâtiment B30 devront être REI 120 (anciennement coupe feu 2 heures). Les bâtiments précités sont représentés sur le plan en annexe 3 au présent arrêté »
- article 7.5.2 : « Un débit d'eau d'extinction d'incendie de 480 m<sup>3</sup> par heure pendant deux heures devra être disponible à compter du 1<sup>er</sup> avril 2008. Ce débit pourra être assuré par le réseau d'incendie communal et par des réserves internes à l'établissement.

Les poteaux d'incendie devront faire l'objet d'essais destinés à vérifier leur capacité à délivrer en fonctionnement simultané un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h par poteau. »



Ces prescriptions avaient été édictées par le service départemental d'incendie et de secours en regard de la grande superficie des locaux, et de la règle fixée par ce service qui considère qu'il n'est pas en mesure d'assurer les moyens nécessaires pour l'extinction au-delà d'un débit d'eau de 480 m<sup>3</sup>/h. Ces prescriptions ne sont pas respectées à ce jour. La société Baikowski a souhaité que ces prescriptions soient ré-examinées, en argumentant sur le fait que le contenu des ateliers est essentiellement minéral. Elle propose de ne pas réaliser de murs coupe feu et de mettre en place 3 réserves d'eau réparties autour des différents bâtiments, d'un volume unitaire de 200 m<sup>3</sup>, et réalisées sous forme d'enveloppes souples. Ces réserves s'ajoutent à la réserve existante de 100 m<sup>3</sup>, et aux trois poteaux d'incendie situés à proximité du site. Ce dispositif est de nature à assurer une capacité d'extinction de 530 m<sup>3</sup> par heure pendant deux heures.

Ces propositions ont été acceptées par le SDIS par courrier du 21 août 2014. Dans ce courrier, le SDIS insiste sur le caractère dérogatoire de ces dispositions aux règles habituellement appliquées, du fait de la présence d'un faible potentiel calorifique dans les ateliers. Ce service insiste également sur le fait que ce dispositif risque de ne pas être en mesure de préserver les ateliers.

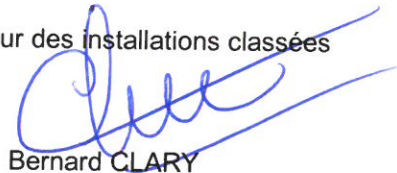
Nous proposons de modifier les 7.2 et 7.5.2 de l'arrêté préfectoral dans le sens de la demande présentée par Baikowski.

### 3. Conclusion et propositions:

Cet établissement ayant connu certaines évolutions, il convient de mettre à jour les prescriptions techniques qui lui sont applicables, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire. Ces prescriptions figurent dans le projet d'arrêté préfectoral ci joint. Elles ne portent que sur les points évoqués précédemment, les bases du projet de nouvel arrêté provenant de l'arrêté du 16 août 2007.

Cette proposition devra recueillir l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

L'inspecteur des installations classées



Bernard CLARY

Vu et transmis à monsieur le préfet de la Haute Savoie  
Pour la directrice, l'adjoint à la chef de l'unité territoriale



Christian GUILLET

